

## Gestation pour autrui : comment le commerce des mères porteuses se développe en Colombie

Mimi Swaby / BBC News / 29 janvier 2023



CREDIT PHOTO, GETTY IMAGES

Certaines femmes se disent heureuses d'aider les couples à devenir parents, d'autres sont motivées par l'argent.

### **Trouver une mère porteuse en Colombie est un processus simple.**

Il s'agit d'une pratique relativement courante dans le pays, de nombreuses jeunes femmes ayant recours à ce type de grossesse pour survivre.

"Je suis de Bogota, je loue mon utérus", peut-on lire sur une annonce d'une jeune femme colombienne dans un groupe public Facebook - et son message n'est pas inhabituel.

Mery, une Vénézuélienne de 22 ans vivant actuellement en Colombie, fait partie des milliers de femmes qui, depuis des mois, proposent leur utérus à des parents potentiels dans toute l'Amérique du Sud.

## Annonces en ligne

Comme la plupart des femmes qui font de la publicité sur les plateformes, son motif est principalement financier.

"J'ai commencé quand je me suis séparée de mon mari. Nous avons été ensemble pendant presque cinq ans et nous avons deux enfants. Je fais donc ça pour aider un couple à concevoir, mais surtout pour m'aider à payer les factures."

Mery a entendu parler de la gestation pour autrui pour la première fois dans un podcast, mais elle n'y a pas vraiment pensé jusqu'à ce que sa situation financière change.

Face à l'augmentation du coût de la vie et à la crainte de ne plus pouvoir joindre les deux bouts, elle a commencé à envisager de louer son utérus.

Certaines femmes demandent l'équivalent de 60 000 R\$ et d'autres un tiers de ce montant, soit environ 20 000 R\$.

Mery ne savait pas combien faire payer. Elle a vu des annonces allant de R\$ 40 000 à R\$ 200 000, elle a donc finalement décidé de louer son ventre pour R\$ 50 000 à R\$ 60 000.

"Cet argent m'aiderait à élever mes enfants maintenant que je suis seule", dit-elle.



CREDIT PHOTO, MERY

Je fais cela pour aider un couple à concevoir, mais surtout pour m'aider économiquement", explique Mery, 22 ans, qui loue son utérus dans des annonces en ligne.

## Pas de réglementation

Lucía Franco, une journaliste colombienne qui a effectué des recherches approfondies sur ce marché, dit avoir été choquée de découvrir à quel point il est facile de trouver des personnes qui louent ou recherchent une mère porteuse dans le pays.

"Je ne savais pas que ça fonctionnait aussi ouvertement. Il a été très choquant de trouver autant de publicités sur les réseaux sociaux comme Facebook. Ce sont des

femmes très pauvres, qui louent leur utérus parce que c'est le seul moyen pour elles de subvenir à leurs besoins. Et pour des prix très bas", dit-elle.

La maternité de substitution, terme populaire désignant la "gestation pour autrui" ou "gestation de substitution", est une pratique légale en Colombie, bien qu'elle ne soit pas réglementée.

Au Brésil, c'est autorisé, à condition qu'il n'y ait pas de paiement pour la grossesse ou de lien commercial.

Si elle implique de l'argent, la maternité de substitution est considérée comme criminelle - l'argument est que, constitutionnellement, il est interdit dans le pays d'échanger des organes ou des tissus contre de l'argent.

Cette pratique peut entraîner des peines de trois à huit ans de prison, ainsi qu'une amende. Les punitions sont applicables aux parents ou à la femme qui a engendré l'enfant.

Malgré cela, un rapport publié par BBC News Brazil en 2018 a révélé que plusieurs femmes brésiliennes se proposent également comme mères porteuses sur des pages et des groupes de réseaux sociaux.

L'année dernière, le Conseil fédéral de la médecine (CFM) a assoupli certaines règles, n'exigeant plus, par exemple, que la mère porteuse ait un certain degré de parenté avec le couple ou avec la femme qui a l'intention d'être mère.

D'autres normes n'ont pas changé : la femme qui transfère son utérus ne peut pas être donneuse d'ovules ou d'embryons, entre autres.



CREDIT PHOTO, GETTY IMAGES

De nombreuses jeunes Colombiennes proposent des services de maternité de substitution en ligne

## Vide juridique

Dans une déclaration envoyée à la BBC, le ministère colombien de la santé et de la protection sociale admet qu'il existe un vide juridique.

"Le gouvernement travaille actuellement sur un projet de loi visant à contrôler la maternité de substitution utérine", a déclaré l'organisme.

Le portefeuille reconnaît que les cliniques de fertilité finissent par dicter elles-mêmes les règles en raison de l'absence d'un cadre réglementaire.

Il n'existe, par exemple, aucun registre officiel du nombre d'utérus de substitution ou du nombre de fois que la procédure a été effectuée.

Selon M. Franco, cette absence de réglementation met en danger à la fois la mère et le bébé et rend les femmes qui proposent des services de maternité de substitution vulnérables aux violations des droits de l'homme.

S'adressant au journal El País, l'ancien député Santiago Valencia a déclaré que les mères porteuses sont souvent maltraitées et enfermées dans des appartements loués par des agences pour les contrôler tout au long de leur grossesse.

La BBC a contacté les cliniques concernées par cette pratique mais n'a reçu de réponse d'aucune d'entre elles.

Interdite dans de nombreux pays européens, la gestation pour autrui finit par alimenter un marché d'agences et de cliniques en Colombie ; les principaux clients sont des étrangers souvent intéressés par la location d'un utérus avec le moins de bureaucratie possible.

## **Options de maternité de substitution**

Il existe deux options de maternité de substitution en Colombie. La femme peut ne pas être liée génétiquement à l'embryon - elle ne porte que l'ovule fécondé - ou elle peut donner son propre ovule et assurer la gestation de l'embryon par insémination artificielle.

Lorsqu'une mère porteuse accouche en Colombie, son nom doit figurer sur l'acte de naissance.

Cependant, les pots-de-vin sont courants. Les cliniques et les médecins finissent par recevoir de l'argent pour enregistrer les noms des parents qui ont payé pour la procédure.

De cette manière, le nom de la mère biologique n'apparaît pas sur l'acte de naissance ni dans aucun registre.

Interrogé sur les prétendues lacunes bureaucratiques dans l'enregistrement des certificats de naissance, le ministère de la Santé et de la Protection sociale a admis qu'il s'agissait d'une préoccupation majeure pour le gouvernement.

"Les données qui figurent sur l'acte de naissance doivent correspondre à la personne qui a mené à bien la grossesse et donné naissance, conformément à la réglementation sur les soins périnataux maternels."

Mery envisage également de corrompre le personnel médical. Cela rend le processus moins cher, plus facile et plus rapide pour le couple qui décide de louer l'utérus et de ramener le nouveau-né dans son pays d'origine, car il ne doit pas passer par la procédure d'adoption normale, ce qui augmente ses chances de trouver des clients.

Elle ne se soucie pas de l'origine des parents, mais souhaite offrir ses services de mère porteuse à un couple et "aider quelqu'un qui le veut vraiment et qui s'est battu pour cela".



CREDIT PHOTO, GETTY IMAGES

Dans de nombreux pays, la gestation pour autrui est une pratique réglementée, comme au Brésil.

## Marketing

Trouver des offres n'est pas difficile ; il existe de nombreuses options, chaque groupe Facebook présentant une région ou une demande spécifique.

"Je loue mon utérus. J'ai 22 ans. Pas d'enfants." "Je veux aider une famille à réaliser ses rêves, je suis en bonne santé, sans vices". "Clients de l'Équateur, veuillez m'envoyer un message à l'adresse suivante : ..... de préférence si vous pouvez voyager aux USA."

Voici quelques-unes des publicités que le reportage de la BBC a trouvées en ligne. Certaines femmes publient des photos de leurs enfants pour montrer les caractéristiques que les parents potentiels pourraient rechercher : "Ma fille a les yeux bleus clairs. Plus de photos disponibles."

Ces dernières années, des efforts ont été déployés pour réglementer ce secteur. Des membres du Congrès de différents partis politiques, comme le Centre démocratique, ont soumis au Congrès un total de 16 projets de loi visant à rendre la maternité de substitution légale uniquement lorsqu'elle est à but non lucratif - comme au Brésil ou aux États-Unis. Aucune de ces propositions n'a progressé.

En septembre 2022, la Cour constitutionnelle de Colombie a ordonné au Congrès de réglementer la gestation pour autrui, lui donnant un délai de six mois pour le faire. Jusqu'à présent, aucun progrès n'a été réalisé, bien qu'un projet de loi soit en préparation.



CRÉDIT PHOTO, GETTY IMAGES

Des femmes demandent jusqu'à 200 000 reais pour louer un ventre en Colombie

L'objectif de la loi "est de définir les paramètres qui régissent la gestation pour autrui, entre autres, les soins et le processus clinique, le type d'accord entre les parties, les relations de filiation et la protection de la mère porteuse [...]".

M. Franco fait valoir que la réglementation de ce secteur problématique est la première et la plus importante étape pour faire face à sa croissance accélérée. Selon lui, la réglementation protégera également les femmes vulnérables qui sont encouragées à louer leur utérus.

Cette pratique n'est pas limitée à la Colombie. Ceux qui recherchent une mère porteuse dans des pays où cette pratique est illégale se heurtent à de nombreux obstacles, mais même dans les pays où elle est légalisée, il existe des difficultés telles que le retour du nouveau-né dans son pays.



CRÉDIT PHOTO, GETTY IMAGES

En Colombie, les offres de gestation pour autrui sont devenues populaires sur Internet.

En Colombie, ce processus est plus facile car il y a peu d'obstacles juridiques et les noms des futurs parents figurent généralement sur les certificats de naissance. La maternité de substitution peut être gratifiante pour les femmes qui souhaitent aider les personnes incapables de concevoir leurs propres enfants. Beaucoup le font pour leur épanouissement personnel, et non pour l'argent. Daniela, du Chili, par exemple, dit qu'elle loue son utérus "pour aider une famille à réaliser son rêve d'être mère". La maternité est très spéciale et je veux en faire partie. Mais en Colombie, Mery, comme des milliers de femmes, la maternité de substitution est devenue synonyme de survie financière.